



ARGUMENTAIRE (S)

TROIS GRANDS CHANTIERS EN 2010 : RETRAITES, DETTE, DEPENDANCE

IDEES FORCES

Lors de sa récente intervention télévisée (25/01), le Président de la République, Nicolas Sarkozy, a présenté trois grands chantiers pour l'année 2010.

1/Réformer notre système de retraites est indispensable car un fait démographique s'impose irrémédiablement : **l'accroissement du nombre de retraités par rapport au nombre de cotisants (du fait du vieillissement de la population).**

Cette évolution menace évidemment l'équilibre de notre système, puisqu'il fonctionne par répartition (les actifs paient les pensions des retraités). Pour revenir à l'équilibre, trois leviers sont disponibles :

- Réduire les pensions : personne n'est prêt à l'accepter, les pensions ne sont déjà pas bien élevées.
- Augmenter le montant des cotisations : cette solution n'est pas forcément exclue, mais elle ne saurait suffire (compte tenu du poids déjà très élevé des prélèvements obligatoires).
- **Travailler plus longtemps** : cette solution est la plus naturelle compte tenu de l'augmentation régulière de l'espérance de vie.

2/Assurer le financement de la prise en charge de la dépendance : en effet, d'ici 2015, le nombre de personnes âgées de plus de 85 ans passera de 1,3 à 2 millions.

- La prise en charge des personnes âgées pourrait représenter 10 milliards d'euros à horizon 2025. Il convient donc de réfléchir à la mise en place de financements durables et suffisants pour assurer à nos grands aînés le meilleur confort de vie. Le Ministre des Affaires sociales, Xavier Darcos, travaille à la création d'un **5^{ème} risque de la Sécurité Sociale**.

3/Réduire la dette est impératif car son augmentation bloque la capacité d'action de l'Etat et pèse sur les générations futures. Il n'est pas acceptable que nous vivions à crédit, au crochet de nos petits et arrière-petits enfants !

- Le chef de l'Etat a indiqué trois pistes de réflexion : l'instauration d'une règle inscrite dans la Constitution, interdisant à terme d'adopter un budget en déficit ; la limitation des dépenses des collectivités locales ; le retour à l'équilibre du budget de la Sécurité Sociale. Le Ministre du Budget, Eric Woerth présentera dès avril un **plan d'action complet pour réduire la dépense publique**.

OPPOSITION

En janvier, Martine Aubry s'est dite **favorable à un départ à la retraite à 62 ans** avant de nous gratifier d'une **volte-face spectaculaire** ! Sous la pression de ses camarades, elle a « battu en retraite » et s'est réaffirmée **fidèle au dogme de la retraite à 60 ans**. Les Socialistes avaient promis de réformer les retraites et quand ils étaient au pouvoir, ils n'ont rien fait. Aujourd'hui, le Président de la République et le Gouvernement s'y attèlent et les Socialistes s'opposent... Encore une leçon de cohérence et de courage politique du côté de Solferino ! Par ailleurs, le boycott de la conférence sur le déficit par les élus de gauche a confirmé leur penchant pour la **politique de la chaise vide** ! Sûrement n'avaient-ils rien à proposer...

POUR ALLER PLUS LOIN

Le déficit du **régime des retraites** est passé de 5,6 milliards d'euros en 2008 à 10,7 milliards d'euros en 2010. En 1975, 3 actifs finançaient 1 retraité, 1,5 aujourd'hui, 1,2 à l'horizon 2050...

Le gouvernement agira selon les méthodes qui ont garanti la réussite des réformes engagées depuis 2007 :

- **concertation** avec les partenaires sociaux,
- volonté d'un large **consensus** sur la réforme qui concerne toutes les générations,
- **cohérence et vision globale** en réglant en parallèle des points fondamentaux accompagnant cette réforme : **améliorer le taux d'emploi des seniors**, prendre en compte la **pénibilité du travail**, compenser la hausse du montant des cotisations avec une **baisse des cotisations pour l'assurance chômage**.

Les principes et les modalités de la mise en place du 5^{ème} risque « dépendance » :

- tenir compte de chaque situation et évaluer les besoins d'aides
- élaborer un **traitement individualisé** (plan personnalisé de compensation)

Pour réduire la dette, Nicolas Sarkozy veut s'appuyer sur la **reprise de la croissance économique**. Le taux de croissance du PIB en 2010 a été révisé à la hausse (+1.4%). Le scénario économique du programme de stabilité retient une hypothèse de croissance de 2,5 % par an sur les années 2011 à 2013. Ces **recettes supplémentaires seront consacrées au désendettement**.

Le Président s'est également prononcé pour la réduction voire le **démantèlement de certaines niches fiscales et sociales** (qui représentent un manque à gagner pour l'Etat de respectivement 75 et 45 milliards d'euros).

La stratégie du Gouvernement face à la dette :

- poursuivre les réformes structurelles favorables à la croissance,
- ne pas augmenter les impôts, ce qui entraverait la croissance,
- réduire le poids de la dépense publique,
- ne pas remplacer la moitié des fonctionnaires partant à la retraite,
- mettre en place la réforme territoriale pour rationaliser les dépenses locales.